



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LE PRÉFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS

PRÉFECTURE
Direction du Développement Durable
Et des Collectivités Locales
Bureau de l'environnement

Arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2017-1873 du 22 juin 2017
imposé à la société ORGANOTECHNIE pour son établissement
situé au 27 avenue Jean Mermoz à LA COURNEUVE (93120)

Le Préfet de la Seine-Saint-Denis
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement livre V, relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances, plus précisément le titre 1er «Installations classées pour la Protection de l'environnement» et notamment son article L171-7 ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 février 2003, relatif aux prescriptions applicables aux installations classées soumises à autorisation sous la rubrique 2730 (traitement des cadavres, des déchets ou des sous-produits d'origine animale à l'exclusion des activités visées par d'autres rubriques de la nomenclature) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 00-4495 du 7 novembre 2000 autorisant la société ORGANOTECHNIE à exercer ses activités relevant de la nomenclature des installations classées 27 rue Jean Mermoz à La Courneuve ;

Vu l'arrêté complémentaire n° 2012-2232 du 27 juillet 2012 portant sur les rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique ;

Vu le rapport de l'inspecteur en charge des sous-produits animaux en date du 11 mai 2017 et des documents transmis par l'exploitant à l'autorité administrative dans le cadre de cette inspection ;

Vu les observations de l'exploitant, reçues le 12 juin 2017 ;

Considérant que l'exploitant a indiqué à l'autorité administrative traiter 190 tonnes de sous-produits animaux par an, soit un volume d'activité moyen de 731 kg de sous-produits animaux traités par jour ;

Considérant que le décret 2007-1467 du 12 octobre 2007, portant modification de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, a fixé à 500 kg de sous-produits animaux traités par jour le seuil d'entrée dans le régime de l'autorisation d'exploiter de la rubrique 2730 «traitement des cadavres, des déchets ou des sous-produits d'origine animale à l'exclusion des activités visées par d'autres rubriques de la nomenclature» ;

Considérant que l'exploitant a modifié le fonctionnement de ses installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant qu'il appartient à Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis de procéder au contrôle du respect de la législation environnementale par les exploitants des installations classées pour la protection de l'environnement, si nécessaire en faisant usage des dispositions de l'article L171-8 du même code ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis,

ARRÊTE

Article 1 : La société ORGANOTECHNIE exploite une installation classée sise 27 rue Jean Mermoz sur la commune de LA COURNEUVE. En application de l'article R512-33 alinéa II du code de l'environnement, elle est mise en demeure de déposer un dossier de porter à connaissance de modification de ses installations classées pour la protection de l'environnement, conformément à l'article L171-8 du code de l'environnement. Ce dossier présentera l'évolution des risques, impacts et nuisances liés aux modifications de ses installations classées pour la protection de l'environnement présentes sur le site. Ce dossier proposera, le cas échéant, un reclassement de ces différentes installations dans les rubriques de la nomenclature adaptée à leur usage.

Le dépôt du dossier mentionné plus haut devra être effectué auprès du Préfet de la Seine-Saint-Denis avant le 30 novembre 2017, au plus tard.

Article 2 : Sanctions en cas de manquement

Sans préjudice des poursuites pénales encourues, s'il n'est pas été déféré à la présente mise en demeure à l'expiration du délai imparti, le Préfet de la Seine-Saint-Denis pourra ordonner la fermeture ou la suppression des installations et la remise des lieux dans un état ne portant pas préjudice aux intérêts protégés par le présent code.

Article 3 : Le présent arrêté sera notifié à la société ORGANOTECHNIE au 27 rue Jean Mermoz à La Courneuve, par lettre recommandée avec avis de réception.

Article 4 : information des tiers

Une copie du présent arrêté sera adressée au maire de La Courneuve pour information.

Article 5 : Délais et voies de recours

En application de l'article L.171-11, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Montreuil, 7, rue Catherine Puig, 93100 Montreuil, dans un délai de deux mois suivant la notification du présent arrêté.

Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la décision, même en cas de recours gracieux ou hiérarchique.

Article 6 : Dispositions exécutoires

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, la sous-préfète de Saint-Denis, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie, la Directrice Départementale de la Protection des Populations, le maire de La Courneuve, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera publiée au bulletin d'informations administratives de la préfecture de la Seine-Saint-Denis.

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

Jean-Sébastien LAMONTAGNE